



# Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions Rapport annuel sur l'administration de la Loi sur l'accès à l'information

**1 avril, 2020-  
31 mars, 2021**

## Table des matières

<b>1. Introduction.....</b>	<b>2</b>
<b>2. Structure organisationnelle.....</b>	<b>3</b>
<b>3. Ordonnance de délégation de pouvoirs .....</b>	<b>4</b>
<b>4.Faits saillants du rapport statistique de 2020 à 2021.....</b>	<b>4</b>
<b>5. Formation et sensibilisation.....</b>	<b>5</b>
<b>6. Politiques, lignes directrices, procédures et initiatives.....</b>	<b>5</b>
<b>7. Résumé des principaux enjeux et des mesures prises en raison de plaintes ou de vérifications.....</b>	<b>6</b>
<b>8. Surveillance de la conformité.....</b>	<b>6</b>

**Annexe 1 Rapport statistique sur la *Loi sur l'accès à l'information***

## 1. Introduction

Le rapport annuel suivant décrit la structure organisationnelle, les mises à jour des procédures et les activités de la Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions (la CNER) en lien avec l'administration de la *Loi sur l'accès à l'information* (la Loi) au cours de la période de 2020 à 2021. Ce rapport a été préparé et déposé au Parlement, conformément à l'article 72 de la Loi.

L'objectif de la *Loi sur l'accès à l'information* est d'assurer la transparence des institutions du gouvernement du Canada. La Loi « accorde aux citoyens canadiens, aux résidents permanents et à toute personne ou société présents au Canada un droit d'accès aux documents des institutions fédérales assujetties à la Loi »<sup>1</sup> et, par conséquent, contribue à améliorer la transparence et la responsabilisation de ces institutions.

La CNER est une institution gouvernementale publique, créée par l'*Accord du Nunavut*, afin d'évaluer les répercussions potentielles de projets de développement dans la région du Nunavut avant l'approbation des autorisations requises pour les projets. En faisant appel aux connaissances traditionnelles et à des méthodes scientifiques reconnues, la CNER évalue les répercussions biophysiques et socioéconomiques potentielles des propositions, puis formule des recommandations et des décisions quant aux projets qui devraient aller de l'avant. La CNER peut également établir des programmes de surveillance pour les projets évalués et approuvés. Le mandat et l'autorité de la CNER sont décrits dans l'article 12 de l'*Accord du Nunavut* et dans la *Loi sur l'aménagement du territoire et l'évaluation des projets au Nunavut*.

Tel qu'il est indiqué dans le rapport qui suit, la majorité des demandes d'accès à l'information (demandes d'AI) reçues par la CNER sont traitées de façon informelle. Ceci s'explique par le fait qu'une partie importante des documents de la CNER sont disponibles au public à partir de son registre public en ligne et par le faible volume de demandes d'AI que la CNER reçoit. Cette tendance se maintient lors de la période du rapport de 2020 à 2021 durant laquelle toutes les demandes ont fait l'objet d'un traitement informel par la publication de documents publics seulement.

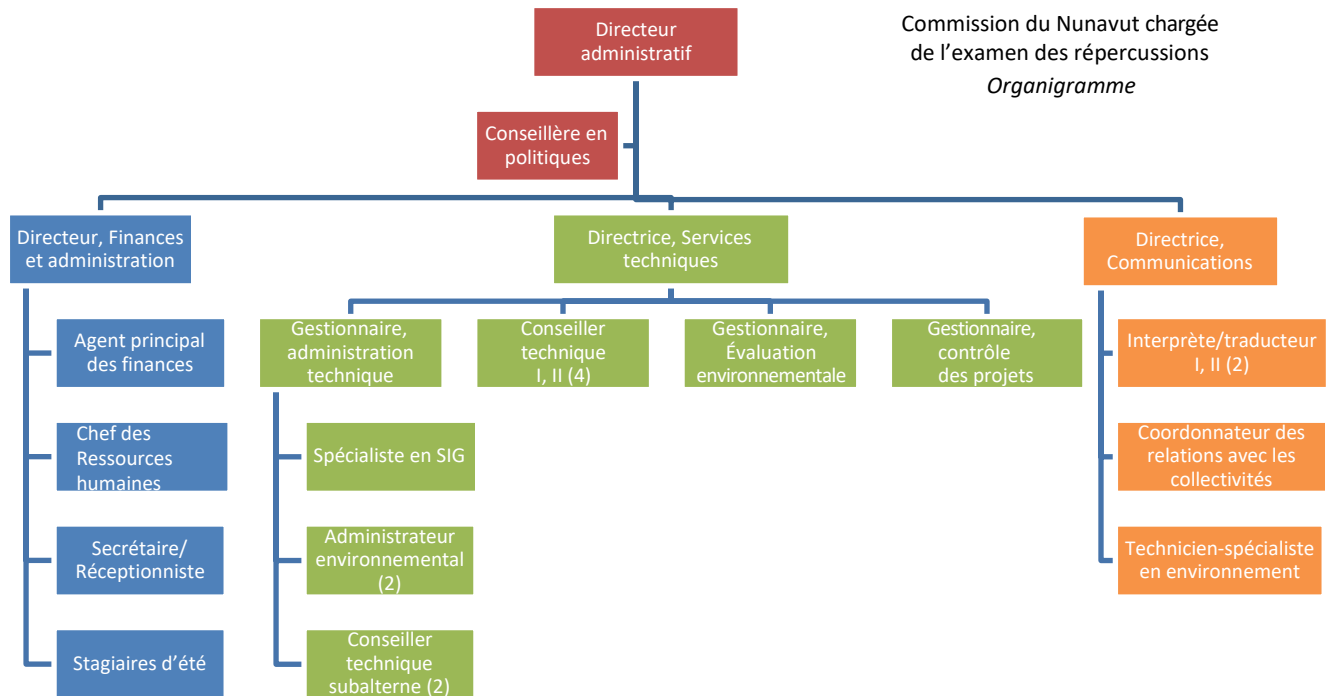
---

<sup>1</sup> <https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/acces-information-protection-reseignements-personnels.html>

## 2. Structure organisationnelle



Commission du Nunavut chargée  
de l'examen des répercussions  
*Organigramme*



La CNER est un organisme relativement petit qui compte 26 employés relevant du conseil d'administration. Elle est divisée en quatre (4) services et la direction générale supervise les services de Finances et administration, des Services techniques et des Communications. Il y a deux (2) employés directement responsables de la conformité à la *Loi sur l'accès à l'information* (la Loi) : le directeur administratif et le technicien-spécialiste en environnement.

Conformément à la Loi, le rôle du directeur administratif est de donner l'approbation finale à toutes les réponses aux demandes d'accès à l'information (demandes d'AI) et à la divulgation de documents. Le directeur administratif reçoit et répond à toutes les consultations d'AI qui proviennent d'autres institutions et organismes gouvernementaux.

Conformément à la Loi, le technicien-spécialiste en environnement est responsable de coordonner les réponses aux demandes reçues en vertu de la Loi; de s'assurer que les processus et procédures de la CNER sont à jour; de surveiller le système de demandes en ligne d'accès à l'information et de protection des renseignements (AIPRP) de la CNER et de préparer les rapports annuels et statistiques.

La CNER reçoit les demandes d'AI de deux (2) façons principales. La première est par correspondance par l'envoi d'une lettre officielle à la CNER. La majorité des demandes reçues de cette façon consistent en des consultations d'autres institutions et organismes gouvernementaux. La deuxième est par l'entremise du système de demandes en ligne d'AIPRP, disponible dans le site Web de la CNER (<http://www.nirb.ca/information-requests>). Cet outil offre aux membres du public un moyen simple de soumettre une demande d'AIPRP à la CNER et de passer en revue les demandes soumises dans le passé.

### **3. Ordonnance de délégation de pouvoirs**

Les pouvoirs et les responsabilités du directeur administratif de la CNER en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* (la Loi) n'ont pas fait l'objet d'une ordonnance de délégation de pouvoirs officielle. Cependant, tel qu'il est indiqué ci-dessus, la description de poste du technicien-spécialiste en environnement comporte des tâches liées à la Loi.

### **4. Faits saillants du rapport statistique de 2020 à 2021**

Le 4 juin 2021, la CNER a soumis par courriel son rapport statistique 2020 -2021 au Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT). Tel qu'indiqué dans le rapport, la CNER a reçu en tout deux (2) demandes d'information (AI) pendant la période visée. Ces deux (2) demandes ont été transmises par courriels chiffrés par le biais de certificats maCLÉ. La seule demande (1) soumise a été envoyée par l'industrie privée.

La seule demande (1) reçue par la CNER pendant la période de référence a été remplie dans les délais prévus par la loi, sans qu'aucune prolongation n'ait été sollicitée. L'une (1) des deux (2) demandes d'A.I., - reportées par la Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions de la période de référence 2019/2020 -, a été réalisée après l'obtention des prolongations réclamées. La CNER est actuellement en train de traiter la demande en suspens provenant de la période de référence 2020/2021. .

Le coût indiqué dans le rapport statistique (14 409 \$) représente le dixième (0,10) du salaire du technicien-spécialiste en environnement. Ce coût fait référence aux tâches du poste qui sont liées à la *Loi sur l'accès à l'information* et à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Ce montant ne comprend pas le salaire d'autres employés qui peuvent participer aux consultations internes relatives aux demandes d'AIPRP.

Une copie du rapport 2020-2021 de la CNER est jointe à l'annexe 1 de ce rapport.

## **5. Formation et sensibilisation**

Au cours de la période de référence 2020/2021, le technologue en environnement a participé à un cours en ligne à rythme libre, intitulé « Formation de l'OPI les Lois canadiennes d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels (AIPRP), dirigée Julia O'Grady, spécialiste de l'AIPRP. Au cours de la période du rapport, plusieurs réunions individuelles ont eu lieu avec les nouveaux employés pour les informer des politiques et des procédures de la CNER, y compris de celles liées à la *Loi sur l'accès à l'information*. Des rappels périodiques ont aussi été envoyés au conseil d'administration et à l'ensemble du personnel de la CNER.

## **6. Politiques, lignes directrices, procédures et initiatives**

Pendant la période de référence 2020/2021, la CNER a terminé le processus d'intégration au service de demande d'accès à l'AIPRPL en ligne (SD-AIPRPL). Il s'agit d'une plateforme en ligne à laquelle les membres du public peuvent accéder pour soumettre des demandes d'AIPRP auprès d'une vaste gamme d'institutions fédérales.

Pour garantir la rationalisation du système, la CNER a progressivement retiré son outil AIPRP en 2019-2020. Elle maintiendra toutefois sa page « Demande d'informations » sur son site Web aux fins de rapports; elle a de plus créé un lien avec le site Web SDAL pour permettre aux utilisateurs de soumettre leurs demandes. .

La CNER n'a apporté aucun changement à ses politiques, directives, procédures et initiatives assujetties à la Loi sur la protection des renseignements personnels pendant la période visée 2020-2021.

## **7. Résumé des principaux enjeux et des mesures prises en raison de plaintes ou de vérifications**

La CNER n'a reçu aucune plainte ni demande de vérification ou d'enquête durant la période du rapport.

## **8. Surveillance de la conformité**

La CNER s'engage à respecter les échéanciers indiqués dans la *Loi sur l'accès à l'information* en maintenant une communication régulière entre le technicien-spécialiste en environnement et le directeur administratif quand une demande d'AIPRP est en traitement, de même qu'en utilisant le système de suivi, intégré à l'outil d'AIPRP en ligne de la CNER. Ce système de suivi permet aux utilisateurs du site Web à l'interne et à l'externe de voir quand une demande a été soumise, quel est son état et, une fois qu'elle est complétée, combien de temps il a fallu pour la fermer. Même si la CNER n'a reçu aucune demande officielle au cours de la période du rapport de 2020 à 2021, ces pratiques ont été suivies afin de maintenir la responsabilisation entre la direction générale et le service des Communications et entre la CNER et le public.

Les mesures implantées en réponse à la COVID-19 et le changement de directeur général/directrice ont affecté la capacité de la CNER de répondre en temps opportun.

Si vous avez des questions ou aimeriez des clarifications sur des points précis de ce rapport, prière de communiquer directement avec le soussigné au 867-983-4608 ou par courriel à [kcostello@nirb.ca](mailto:kcostello@nirb.ca).



Karen Costello  
Directeur administratif  
Commission du Nunavut chargée de l'examen des repercussions



## Rapport statistique sur la Loi sur l'accès à l'information

Nom de l'institution: Nunavut Impact Review Board

Période d'établissement de rapport : 2020-04-01 au 2021-03-31

### Section 1 – Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

#### 1.1 Nombre de demandes

	Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	1
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	2
<b>Total</b>	<b>3</b>
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	2
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport	1

#### 1.2 Source des demandes

Source	Nombre de demandes
Médias	0
Secteur universitaire	1
Secteur commercial (secteur privé)	0
Organisation	0
Public	0
Refus de s'identifier	0
<b>Total</b>	<b>1</b>

#### 1.3 Demandes informelles

Délai de traitement							Total
1 à 15 Jours	16 à 30 Jours	31 à 60 Jours	61 à 120 Jours	121 à 180 Jours	181 à 365 Jours	Plus de 365 Jours	
2	0	0	0	0	0	0	2

**Remarque :** Toutes les demandes documentées comme étant « traitées de façon informelle » seront désormais indiquées dans cette section seulement.



## Section 2 – Motifs pour ne pas donner suite à une demande

	Nombre de demandes
En suspens depuis la période d'établissement de rapports précédente	0
Envoyées pendant la période d'établissement de rapports	0
<b>Total</b>	0
Approuvées par la commissaire à l'information pendant la période d'établissement de rapports	0
Refusées par la commissaire à l'information au cours de la période d'établissement de rapports	0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapports	0

## Section 3 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapports

### 3.1 Disposition et délai de traitement

Disposition	Délai de traitement							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	1	1
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	1	0	0	0	0	0	0	1
Demande transférée	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation du commissaire à l'information	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	1	0	0	0	0	0	1	2

### 3.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
13(1)a)	0	16(2)	0	18(a)	0	20.1	0
13(1)b)	0	16(2)a)	0	18(b)	0	20.2	0
13(1)c)	0	16(2)b)	0	18(c)	0	20.4	0
13(1)d)	0	16(2)c)	0	18(d)	0	21(1)a)	0
13(1)e)	0	16(3)	0	18.1(1)a)	0	21(1)b)	1
14	0	16.1(1)a)	0	18.1(1)b)	0	21(1)c)	0
14(a)	0	16.1(1)b)	0	18.1(1)c)	0	21(1)d)	0
14(b)	0	16.1(1)c)	0	18.1(1)d)	0	22	0
15(1)	0	16.1(1)d)	0	19(1)	0	22.1(1)	0
15(1) - A.I.*	0	16.2(1)	0	20(1)a)	0	23	0
15(1) - Déf.*	0	16.3	0	20(1)b)	0	23.1	0
15(1) - A.S.*	0	16.31	0	20(1)b.1)	0	24(1)	0
16(1)a)(i)	0	16.4(1)a)	0	20(1)c)	0	26	0
16(1)a)(ii)	0	16.4(1)b)	0	20(1)d)	0		
16(1)a)(iii)	0	16.5	0				
16(1)b)	0	16.6	0				
16(1)c)	0	17	0				
16(1)d)	0						

\*A.I. : Affaires internationales Déf. : Défense du Canada A.S. : Activités subversives



### 3.5.3 Autres complexités

Disposition	Consultation requis	Estimation des frais	Avis juridique	Autres	Total
Communication totale	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	1	0	1
Exception totale	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation du commissaire à l'information	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	1	0	1

### 3.6 Demandes fermées

#### 3.6.1 Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la loi

	Demandes fermées dans les délais prévus par la loi
Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la loi	1
Pourcentage des demandes fermées dans les délais prévus par la loi (%)	50

### 3.7 Présomptions de refus

#### 3.7.1 Motifs du non-respect des délais prévus par la loi

Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi	Motif principal			
	Entrave au fonctionnement / Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autre
1	0	1	0	0

### 3.7.2 Demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi (y compris toute prolongation prise)

Nombre de jours de retard au delà des délais prévus par la loi	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi où aucune prolongation n'a été prise	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi où une prolongation a été prise	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0
Plus de 365 jours	0	1	1
<b>Total</b>	0	1	1

### 3.8 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0

## Section 4: Prorogations

### 4.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

Disposition des demandes où le délai a été prorogé	9(1)a Entrave au fonctionnement	9(1)b Consultation		9(1)c Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
Communication totale	0	0	0	0
Communication partielle	0	1	0	0
Exception totale	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	1	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation du commissaire à l'information	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	2	0	0

### 4.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	9(1)a Entrave au fonctionnement	9(1)b Consultation		9(1)c Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
30 jours ou moins	0	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	2	0	0
<b>Total</b>	0	2	0	0

## Section 5: Frais

Type de frais	Frais perçus		Frais dispensés ou remboursés	
	Nombre de demandes	Montant	Nombre de demandes	Montant
Présentation	0	\$0	3	\$15
Autres frais	0	\$0	0	\$0
<b>Total</b>	0	\$0	3	\$15

## Section 6: Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations

### 6.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et organisations

Consultations	Autres institutions du gouvernement du Canada	Nombre de pages à traiter	Autres organisations	Nombre de pages à traiter
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	2	25	0	0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	0	0	0
<b>Total</b>	2	25	0	0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	2	25	0	0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport	0	0	0	0

### 6.2 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communiquer en entier	1	0	0	0	0	0	0	1
Communiquer en partie	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	1	0	0	0	0	0	0	1
<b>Total</b>	2	0	0	0	0	0	0	2

### 6.3 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres organisations

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communiquer en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Communiquer en partie	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0	0	0	0	0

## Section 7 – Délais de traitement des demandes de consultation sur les documents confidentiels du Cabinet

### 7.1 Demandes auprès des services juridiques

[illegible]

## 7.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

[illegible]

## Section 8: Plaintes et enquêtes

Article 32 Avis d'enquête	Article 30(5) Cessation de l'enquête	Article 35 Présenter des observations	Article 37 Compte rendus de conclusion reçus	Article 37 Compte rendus de conclusion contenant des recommandations émis par la Commissaire de l'information	Article 37 Compte rendus de conclusion contenant des ordonnances émis par la Commissaire de l'information
0	0	0	0	0	0

## Section 9: Recours judiciaire

### 9.1 Recours judiciaires sur les plaintes reçues avant le 21 juin 2019 et au-delà

Article 41 (avant 21 juin 2019)	Article 42	Article 44
0	0	0

### 9.2 Recours judiciaires sur les plaintes reçues après le 21 juin 2019

Article 41 (après 21 juin 2019)				
Plaignant (1)	Institution (2)	Tier (3)	Commissaire à la protection de la vie privée (4)	Total
0	0	0	0	0

## Section 10: Ressources liées à la Loi sur l'accès à l'information

### 10.1 Coûts

Dépenses		Montant
Salaires		\$14,409
Heures supplémentaires		\$0
Biens et services		\$0
• Contrats de services professionnels	\$0	
• Autres	\$0	
<b>Total</b>		<b>\$14,409</b>

### 10.2 Ressources humaines

Ressources	Années-personnes consacrées aux activités liées à l'accès à l'information
Employés à temps plein	0.100
Employés à temps partiel et occasionnels	0.000
Employés régionaux	0.000
Experts-conseils et personnel d'agence	0.000
Étudiants	0.000
<b>Total</b>	<b>0.100</b>

Remarque : Entrer des valeurs à deux décimales.